

I. ORGANISATION DE L'ELECTION :

1 - Date du scrutin : Avant la fin de la **7^o semaine de l'année scolaire.**

2 - Déclarations de candidature signées par les candidats (*modèle en annexe*) : déposées auprès du chef d'établissement **10 jours avant le scrutin.**

3 - Affichage de la liste électorale (ceux qui peuvent voter !) : **20 jours avant le scrutin.**

Vérifier soigneusement que tous les personnels d'enseignement, de direction, d'éducation, de surveillance ou de documentation, au jour de l'élection soient inscrits, même les vacataires et contractuels (150 heures annuelles exigées), y compris les agents en congé, **sauf ceux dont la durée est supérieure à 1 an.**

Les Emplois Vie Scolaire, font également partie de ce collège si leurs fonctions relèvent de l'assistance pédagogique ou éducative. Il en est de même pour les personnels de GRETA, CFA ou UFA, si ces structures sont intégrées à un EPLE.

En cas de partage des services, l'enseignant vote (et peut être candidat) où est effectué le maximum de service ; en cas de répartition égale l'enseignant vote dans l'établissement de son choix.

Pour les personnels remplaçants, dans l'établissement où ils exercent leurs fonctions au moment de l'élection (si durée du remplacement supérieure à 30 jours), sinon dans l'établissement de rattachement.

4 - Nombre de candidats* :

- Lycées et Collèges de + de 600 élèves ou – de 600 élèves avec **SEGPA : 7 tit., 7 sup.** ;
- Collège de moins de 600 élèves sans **SEGPA : 6 tit., 6 sup** ;
- Etablissements **Régionaux d'Enseignement Adapté (EREA)** et Ecole Régionale du 1^{er} degré : **4 tit., 4 sup.**

**pour être éligible :*

- ☞ être électeur titulaire ou stagiaire, mais ne pas être membre de droit,
- ☞ être électeur non-titulaire en exercice dans l'établissement pendant la totalité de l'année scolaire sans être membre de droit.



Les vacataires employés à l'année mais n'effectuant que 4 heures par semaine ne sont ni électeurs, ni éligibles

5-Matériel de vote : envoi **6 jours avant le scrutin.**

6- Organisation du bureau de vote :

- présidé par le chef d'établissement,
- au moins 2 assesseurs de chaque liste, veillez à la présence permanente des assesseurs CGT,
- ouverture du bureau **8h consécutives** (sans interruption),
- dépouillement public immédiatement après la clôture du scrutin.

7- Attribution des sièges au scrutin proportionnel, au plus fort reste, selon les calculs suivants :

Exemple de calcul

Suffrages valablement exprimés : 57

Nombres de sièges à pourvoir : 7

Suffrages obtenus par les 3 listes en présence :

Liste A = 23	Liste B = 08	Liste C = 26
--------------	--------------	--------------

Calcul du quotient électoral : $57/7 = 8.14$

Première répartition des sièges : 7 sièges sont à pourvoir

Liste A = 23 / 8.14 = 2.83, La liste A obtient 2 sièges. Il reste $23 - (8.14 \times 2) = 6.72$.	Liste B = 8 / 8.14 = 0.98, La liste B obtient 0 siège. Il reste 8 (nombre de voix inférieur au Q. E. de 8.14).	Liste C = 26 / 8.14 = 3.19, La liste C obtient 3 sièges. Il reste $26 - (8.14 \times 3) = 1.58$.
--	---	--

Deuxième répartition des sièges : 5 sièges étant pourvus, il reste 2 sièges à pourvoir. Les 2 sièges restants à pourvoir sont attribués aux différentes listes qui ont les plus forts restes dans l'ordre décroissant de ceux-ci :

Liste A = 6.72 la liste A obtient 1 siège.	Liste B = 8 la liste B obtient 1 siège.	Liste C = 1.58 la liste C obtient 0 siège.
---	--	---

RÉCAPITULATIF :

Nombre de listes : 3	Nombre de suffrages obtenus par liste	Quotient Électoral	Calcul de la 1 ^{ère} répartition	Nombre de sièges attribués au titulaire du Q.É.	Restes	Nombre de sièges attribués au Plus fort reste	Nombre total de sièges attribués
A	23	8,14	$23/8,14=2,83$	2	$23-(8,14 \times 2)=6,72$	1***	3
B	8*	8,14	$8/8,14=0,98$	0	8	1**	1
C	26	8,14	$26/8,14=3,19$	3	$26-(8,14 \times 3)=1,58$	0	3
A+B+C	57	$57/7=8,14$		5		2	7

* Le nombre de voix « 8 » est inférieur au quotient électoral de 8.14 et tient lieu de reste.

** Au titre de la deuxième répartition des restes, dans l'ordre décroissant, la liste B avec le plus fort reste «8» obtient le premier siège.

***La liste A, détenant ensuite le plus fort reste «6,72», obtient le deuxième siège restant.

8 - Contestation : délai de 5 jours adressée au Recteur (IA pour les Collèges)

Rappel :

Rôle du conseil d'administration : voir Article 16 du [Décret n°85-924](#) du 30 août 1985 (version consolidée)

II. IMPORTANT : PRESENCE OBLIGATOIRE DE TOUS LES ELUS, TITULAIRES ET SUPPLEANTS AU 1^{er} CA

Pourquoi ?

1° pour l'élection de la **Commission Permanente**, les représentants des personnels enseignants et d'éducation sont élus par les élus au CA **titulaires et suppléants**, toujours au scrutin proportionnel au plus fort reste (voir ci-dessus !)

- 3 élus pour les Lycées et Collèges (quel que soit le nombre d'élèves)
- 2 élus pour les EREA.

Rappel :

Rôle de commission permanente : voir Article 28 du [Décret n°85-924](#) du 30 août 1985 (version consolidée)

2° pour l'élection du **Conseil de discipline**, là aussi tous les élus au CA votent (**Titulaires et Suppléants**) : 4 représentants des personnels enseignants et d'éducation, quel que soit l'établissement (toujours au scrutin proportionnel au plus fort reste !)

Rappel :

Compétences du conseil de discipline : voir Article 31 du [Décret n°85-924](#) du 30 août 1985 (version consolidée)

LES AUTRES INSTANCES

1° *Le conseil pédagogique :*

Composition de base

Le chef d'établissement, président ;

1 professeur principal de chaque niveau d'enseignement ;

1 professeur par champ disciplinaire ;

1 CPE ou le chef de travaux

Chaque EPLE déterminera sur cette base la composition précise de ce conseil.

Voir :

☞ [Article L421-5](#) du Code de l'Éducation

☞ [CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE N° 2006-051](#) DU 27-3-2006 dans BO N°13 du 31 mars 2006

Extraits de la circulaire :

*Il appartient à chaque établissement de déterminer sur cette base la composition précise du conseil pédagogique et les conditions de désignation de ses membres. **Il convient de veiller cependant à ce que les choix qui seront opérés en la matière fassent l'objet du plus large consensus possible de la part des équipes pédagogiques.***

Attributions du conseil pédagogique

*Conformément à la loi, le conseil pédagogique a pour mission de favoriser la concertation entre les professeurs, notamment pour coordonner les enseignements, la notation et l'évaluation des activités scolaires. **Il prépare la partie pédagogique du projet d'établissement.***

Dans ce cadre, le choix des sujets traités et du fonctionnement interne est laissé à l'appréciation du conseil pédagogique, dans le respect de la liberté pédagogique des enseignants et du champ de compétence des personnels de direction.

Pour la préparation du volet pédagogique du projet d'établissement, le conseil pédagogique est amené à travailler en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques.

Pour chacun des domaines abordés, le conseil pédagogique pourra mener une réflexion, établir un diagnostic de l'établissement, évaluer les actions mises en place et formuler des propositions.

2° *La Commission d'Appel d'Offres :*

Les membres à voix délibérative :

2 à 4 membres « titulaires » de l'organe délibérant désignés par le conseil d'administration ;

2 à 4 membres « suppléants » de l'organe délibérant désignés par le conseil d'administration en nombre égal à celui des membres titulaires.

La qualité des membres doit être précisée ;

L'agent comptable n'a pas voix délibérative ;

En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

3° *La Commission d'Appel d'Offres d'un groupement d'achats des EPLE :*

Les membres à voix délibérative :

Un représentant de la CAO de chaque membre du groupement élu parmi ses membres ayant voix délibérative ;

Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

la qualité des membres doit être précisée ;

l'agent comptable n'a pas voix délibérative

Voir [Décret n° 2006-975](#) du 1er août 2006 portant code des marchés publics pour son rôle et sa composition

III. SE FORMER ET PREPARER LES CA : UN DROIT RECONNU !

« les représentants appelés à siéger au CA se voient accorder une autorisation d'absence. La durée de cette autorisation comprend un temps égal à la durée prévisible de la réunion pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte-rendu des travaux »

(art.15 du [décret n° 82-447](#) du 28/05/1982)

Avis aux amateurs de « remplacement d'absence prévisible de courte durée » !

IV. ANNEXE : Modèle de déclaration de candidature (voir page 4)

Pour toutes précisions consultez <http://perso.wanadoo.fr/uasenver> menu de droite, rubriques « Élus paritaires », puis "FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS" et « guide des EPLE »

Déclaration de candidature

Je soussigné(e) _____, Corps, grade : _____

discipline : _____

établissement : _____

déclare être candidat aux élections au Conseil d'Administration sur la
liste du SDEN-cgt_ _ _ .

Scrutin du _ _ _ octobre 200_

Date :

Signature :